

*Les subsides*

● (1520)

Je suis sûr que certains députés conservateurs de l'arrière-ban sont gênés du fait que leur gouvernement maintient d'anciennes politiques libérales. J'invite ces députés à se lever et à dire ce qu'ils en pensent afin que le premier ministre (M. Mulroney) s'occupe, en priorité comme il l'a promis, de créer de l'emploi. Et comme durant la campagne électorale, la priorité du Parlement doit être aussi les emplois. C'est la raison pour laquelle nous avons tous été élus. C'est aussi notre mandat. Et pourtant nous ne sommes témoins d'aucune amélioration importante dans ce domaine.

Depuis deux mois, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon), d'autres députés de notre parti ainsi que moi-même, avons eu l'occasion de parcourir notre pays et d'entretenir de simples citoyens de la création d'emplois et de l'avenir de notre pays. Deux ou trois choses m'ont paru très importantes. D'abord, à l'unanimité, nos interlocuteurs ont dit que la priorité du Parlement doit être les emplois, que les politiciens doivent cesser de se chicaner et dégager une perspective nationale qui nous indiquerait comment nous pourrions créer ces emplois.

En second lieu, j'ai été étonné d'entendre des citoyens, à Terre-Neuve en particulier, nous dire que quelque chose peut être fait. Ils sont optimistes. En dépit des difficultés, ils gardent l'espoir. Ils espèrent que nous les Canadiens pourrions enfin trouver des moyens de créer des emplois aux quatre coins du pays.

La troisième chose qui m'a frappé c'est que la majorité des Canadiens de toutes les régions semblent partager l'idée qu'il n'existe pas de solution magique, pas plus qu'il n'existe de spécialistes en matière de politique économique nationale. Ils semblent plutôt d'avis qu'il faudrait confier davantage de responsabilités et aussi beaucoup plus d'argent aux simples citoyens afin que ces derniers, à l'échelon local, puissent contrôler l'économie de leur collectivité respective.

Les Canadiens affirment qu'il nous faut d'autres programmes pour favoriser l'autosuffisance des différentes régions, qu'il nous faut d'autres programmes pour promouvoir la petite entreprise et les coopératives, que nous devrions accroître les pouvoirs des autorités locales afin qu'ils puissent avoir leur mot à dire sur l'orientation de leur collectivité.

Il me semble que si l'on peut dégager une idée centrale des critiques de ce qui a été fait jusqu'ici, c'est qu'un trop grand nombre de programmes ont été imposés par le gouvernement central à toutes les collectivités, que les bureaucrates sont insensibles, que nous avons un gouvernement indifférent et centralisé qui ne comprend pas les besoins des Canadiens ordinaires. Je n'oublierai jamais ce qu'on nous a dit à Terre-Neuve sur la trop grande centralisation non seulement du gouvernement d'Ottawa, mais aussi de celui de Saint-Jean. On nous a dit que les capitales provinciales n'aidaient pas suffisamment les autorités locales à prendre leurs décisions. Je songe à une sorte de démocratie économique et industrielle qui permettrait aux agriculteurs, par exemple, d'influencer davantage les politiques agricoles et aux pêcheurs les politiques de pêche. Il faudrait aider davantage les petites entreprises et les coopératives locales afin de leur assurer une plus grande autonomie.

Les projets dont je vous ai parlé ne seraient pas nécessairement de grands projets. On a beaucoup critiqué les mégaprojets, ces programmes grandioses qui devaient créer des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois sur quelques années. Les gens ordinaires parlent de créer cinq ou six emplois par-ci et dix ou 20 autres par-là. En Colombie-Britannique, il en va de même dans l'industrie du bois. Nous pourrions commencer à transformer et à fabriquer au Canada davantage de produits du bois. Dans les Prairies, des gens ont toutes sortes d'idées pour accroître notre base de céréales et de pétrole. Le gouvernement fédéral pourrait augmenter son aide aux initiatives locales et communautaires proposées par des gens ordinaires.

Il m'a été signalé à maintes reprises que les gens ordinaires savent beaucoup mieux que des bureaucrates se trouvant à Ottawa ou dans les capitales provinciales ce qui sera viable dans leur localité. C'est l'orientation que les Canadiens ordinaires souhaitent nous voir prendre. Ils veulent un gouvernement qui réponde à ce désir. Ils veulent qu'on finance davantage les initiatives locales et les coopératives de travail. Ils veulent une plus grande aide technique pour créer et organiser des coopératives de travailleurs. A ce sujet, le gouvernement devrait examiner l'expérience de la France et de l'Espagne. Les gens veulent qu'on aide davantage la petite entreprise.

La politique gouvernementale a suscité bon nombre de critiques. On nous a dit que le gouvernement donnait trop aux grandes entreprises. Près de 70 à 80 p. 100 du financement offert profite aux grandes entreprises, comme les sociétés pétrolières, et très peu à la petite entreprise, le secteur où la plupart des emplois sont créés au départ. Voilà l'orientation que souhaitent prendre les Canadiens ordinaires.

En outre, on nous a dit que nous devrions suivre une politique de taux d'intérêt bien canadiens. Si nous appliquions une telle politique en diminuant le taux d'intérêt réel de 3 ou 4 p. 100, nous donnerions un coup de pouce à l'économie. Nous pourrions offrir des prêts à intérêt faible aux propriétaires, aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux exploitants de petite entreprise pour leur permettre d'étendre leurs activités, de construire des maisons et des structures dans tout le pays. Ainsi nous redonnerions du travail aux Canadiens. Bon nombre de pays l'ont fait. Cependant, j'ai l'impression que le ministre des Finances (M. Wilson) a peur de prendre une mesure qui ne s'aligne pas sur celles de M. Reagan aux États-Unis.

Il me semble—et le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) en conviendra certainement avec moi—que nous avons une politique économique double au Canada. Le gouvernement compte sur les grandes entreprises du secteur privé et sur les États-Unis et M. Reagan. Voilà les deux éléments sur lesquels le gouvernement fait reposer la relance économique au Canada. A notre avis, cette solution ne marchera pas et ne redonnera pas du travail aux Canadiens. Nous devons commencer à agir de notre propre chef. La politique des taux d'intérêt est très importante et le gouvernement doit s'y atteler, à mon avis.

Le premier ministre conservateur de l'Alberta a parlé d'un taux d'intérêt réel d'environ 4 p. 100 au Canada. Compte tenu d'un taux d'inflation de 3.5 ou 4 p. 100, il s'agit donc d'un taux d'intérêt de 7 p. 100, au lieu des 11 p. 100 actuellement fixés par la Banque du Canada.